

La crise actuelle marque-t-elle, comme on l'entend souvent, un retour de l'État, rompant avec l'ère néolibérale ? Si l'action de l'État a été particulièrement marquante au cours des derniers mois, et le restera encore un temps, il est plus juste de dire qu'il continue à remplir sa fonction de garant du système capitaliste, même s'il le fait d'une manière directe et particulièrement visible. [1]

Début mai, il y avait, dans le monde entier, [4,6 milliards de personnes](#) « appelées » à rester chez elles par leurs États, ou contraintes à le faire. La vie sociale dans son ensemble était bouleversée, voire suspendue. Les frontières étaient fermées à la circulation des personnes. Celle des marchandises a été fortement ralentie (d'après la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, le commerce international aura baissé de 20 % en 2020). Même si de nombreux secteurs non nécessaires, voire profondément nuisibles (dont l'exemple par excellence est, en France, [la production d'armes](#)), ont pu, par une autorisation criminelle, maintenir leur activité, la production de marchandises a chuté. Et il en est allé de même de la consommation, malgré une compensation partielle par les ventes à distance (dont témoigne la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon, qui est passée de 110 à 150 milliards de dollars entre avril et juin 2020).

Souveraineté de l'État...

Non seulement les États ont interrompu les circulations internationales, les interactions sociales et donc de larges pans de l'activité économique, mais ils ont presque immédiatement pris des mesures massives de soutien à l'économie. En France, le chômage partiel concernait 8,6 millions de salariés en avril : un tiers des salariéEs du privé étaient payéEs par l'État ! Aux États-Unis, Trump et le Congrès sont rapidement parvenus à un accord de 2 200 milliards de dollars (12 % du PIB), comprenant l'envoi à la plupart des américains (les non citoyens étant exclus du dispositif) d'un chèque de 1 200 dollars, sur lesquels était inscrit le nom de Trump, tel un souverain battant monnaie. L'action économique de l'État se poursuit d'ailleurs, et le fait que Merkel et Macron utilisent le niveau supranational comme relai de leurs politiques [2] ne remet pas en cause la centralité des États dans la gestion de la crise.

Il serait pourtant erroné de penser la situation comme une reconquête par les États de leur souveraineté économique, que ce soit contre les institutions internationales, les banques centrales ou les règles limitant les déficits. Les interventions massives des États, pour interrompre comme pour relancer l'activité, n'ont pas été décidées par un acte de souveraineté faisant « passer la santé devant l'économie » comme l'a dit Macron dans son discours du 14 juin, et [ne marquent pas la fin du néolibéralisme](#). Elles ont simplement été prises car la reproduction du capitalisme était défailante.

...ou reproduction du capitalisme

Marx écrit dans le Manifeste du parti communiste (1847), que « le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière ». Et Engels dit dans l'Anti-Dühring (1878) qu'il est « l'organisation que la société bourgeoise se

donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste. [...] Il est le capitaliste collectif en idée ». Les États capitalistes se définissent par leur fonction, qui est de permettre la reproduction du système capitaliste et de favoriser l'accumulation du capital. Au cours de la crise, c'est cette fonction que les États capitalistes ont continué à remplir (avec plus ou moins d'efficacité selon les pays).

L'État peut remplir cette fonction en intervenant dans au moins trois domaines. D'abord, il a un pouvoir coercitif, et peut réprimer ce qui menace la domination de classe en vigueur (un tel pouvoir est au cœur de l'État dans toute société de classe). Ce rôle correspond largement à ce que Pierre Bourdieu appelle la « main droite » de l'État (armée, police, justice, prisons, etc.). En second lieu, l'État prend en charge une partie (plus ou moins importante selon les époques) de la reproduction de la force de travail : sa « main gauche » est ainsi constituée de tous les services publics qui forment les futurs travailleurs (éducation), maintiennent en vie la population (santé) ou assurent certains moyens de subsistance pour les périodes de non-emploi (sécurité sociale), etc. Enfin, l'État joue un rôle directement économique de régulation et de stabilisation relative du système capitaliste, toujours menacé par le chaos du marché.

En temps normal, hors période de crise, l'État néolibéral cherche à intensifier l'accumulation du capital en limitant son « poids » économique, et en maximisant les sources possibles de profit (privatisations, partenariats public-privé, etc.). Il affaiblit donc les services publics, ce qui implique que la reproduction de la force de travail sera assurée dans une plus grande proportion soit par le secteur marchand (cliniques privées ou EPHAD dans la santé, par exemple), [soit par les femmes au sein des foyers](#)[3]. Tout cela sert l'accumulation du capital mais rend la société plus vulnérable à la crise sanitaire et accélère l'advenue de la crise économique. Mais cela ne signifie pas qu'un tel État soit faible. Il agit (« réforme ») au contraire frénétiquement, il diffuse l'idéologie néolibérale (qui, en faisant de l'entreprise et du marché les valeurs suprêmes, nie pourtant l'importance de l'État), et il conserve un rôle économique fondamental, bien que diffus et discret.

Lorsqu'une crise advient, l'État capitaliste (néolibéral ou non) intervient d'une manière plus directe et visible, précisément parce que le système dont il doit garantir la reproduction est grippé, voire menacé. Lors d'une crise économique (en 2008, ou cette année) il pourra adopter des politiques de relance voire des nationalisations provisoires. Lors d'une crise socio-politique (comme en 1945 ou en 1968), il pourra négocier, céder du terrain ou accorder de nouveaux droits politiques et sociaux, afin de retrouver une certaine stabilité et garantir la pérennité du capitalisme[4]. Et, lors de la crise sanitaire inédite que nous vivons, il a été contraint d'interrompre les activités sociales et économiques en confinant la population.

Dans ce cas, cela a impliqué des coûts économiques pour les capitalistes (une minorité de secteurs, comme l'économie numérique, en tirant toutefois profit), malgré les efforts de l'État pour les limiter au maximum en faisant travailler la population autant que possible durant le confinement et en faisant reprendre l'activité à tous au plus tôt. Mais si les dirigeants des États capitalistes ont accepté ces coûts économiques, c'est parce qu'à leurs yeux il n'y avait pas d'alternative à la fois pour maintenir leur propre position de pouvoir et pour éviter que le système capitaliste soit bouleversé. Les risques d'un non-confinement (et donc de la mort de dizaines ou centaines de milliers de personnes en France) étaient vraisemblablement trop grands : scandale politique, surtout si les dirigeants des pays voisins avaient choisi de confiner ; instabilité et troubles sociaux d'une ampleur difficile à anticiper ; avec, quoi qu'il en soit, une crise économique importante. Il est révélateur que

les dirigeants qui ont pris le moins de mesures gênant l'activité économique (à court terme) soient ceux qui, comme Bolsonaro et Trump, craignent le moins le scandale et la polarisation de l'opinion, puisque ce sont leurs éléments naturels. Au Brésil et aux États-Unis, du reste, de nombreuses mesures de type confinement ont été prises au niveau régional, et il en a découlé une crise politique au sein de l'appareil d'État, notamment entre le niveau fédéral et le niveau régional ([crise symbolisée par les insultes publiques de Bolsonaro aux gouverneurs des provinces de Rio de Janeiro et São Paulo](#)) ; il s'agissait en définitive d'un désaccord sur la meilleure manière pour l'État de remplir sa fonction de reproduction du capitalisme (désaccord qui recoupe des styles politiques différents).

Si l'aspect sanitaire de la crise est inédit, son aspect économique est plus simple à analyser, puisque l'on a encore en mémoire la crise de 2008. Le rôle de garantie en dernier ressort du système capitaliste par l'État est dans ce domaine parfaitement clair. Il s'agit de remplir cette fonction en prenant des mesures d'exception (Romaric Godin a employé l'expression suggestive de « [flash keynésien](#) »), mais en s'efforçant de revenir dès que possible à la norme néolibérale et à un État plus discret – même si cela peut s'avérer de plus en plus difficile, comme le montre par exemple la nécessité pour la BCE de mener continûment depuis 2015 des opérations de *Quantitative easing*, c'est-à-dire de rachat de dettes à des acteurs financiers privés ou publics[5]. Quelles que soient ces difficultés, le discours néolibéral essaiera donc bien vite de faire oublier le supposé retour de l'État, et les dirigeants invoqueront à nouveau de prétendues contraintes insurmontables (l'économie, la nécessité de réformer, les traités européens, etc.) entravant son action.

La logique néolibérale et les deux mains de l'État

Parce qu'il s'agit de revenir à la normale (d'un point de vue économique) une fois « la guerre » finie, l'État néolibéral, s'il peut être conduit à sacrifier pour un temps des intérêts capitalistes, ne peut pas remettre en cause la logique même du système, cette dernière rendant possible, à terme, le paiement de la crise par les classes populaires.

Ainsi, le gouvernement français a pris soin (par calcul délibéré ou par blocage idéologique, peu importe) de ne prendre aucune mesure qui créerait un précédent sur lesquels les classes populaires pourraient prendre appui. Ainsi, l'interdiction des licenciements durant le confinement, un temps évoquée dans les médias (et que l'État espagnol a adoptée le 27 mars, évidemment à titre de « parenthèse »), a rapidement été écartée par E. Philippe. De même, aucune nationalisation n'a eu lieu, même celles des entreprises pouvant produire des masques, des tests ou des appareils respiratoires, alors que cela aurait permis non seulement de sauver des vies mais aussi, vraisemblablement, de déconfiner plus tôt et donc de limiter les pertes des capitalistes ; et si des nationalisations sont aujourd'hui évoquées (celle d'Air France par exemple), c'est toujours d'une manière provisoire qu'elles sont conçues. Alors que le pouvoir macroniste avait mis les réformes de l'assurance chômage, des retraites et de l'enseignement supérieur et de la recherche (LPPR) en pause afin d'élargir sa base sociale (ou du moins de neutraliser partiellement les oppositions par une pseudo-union nationale) durant la phase la plus périlleuse de la crise, il repart à la charge à la première accalmie. Enfin, si l'État néolibéral a injecté de l'argent dans l'économie, il ne l'a fait qu'au profit direct ou indirect des entreprises, même dans le cas des mesures qui étaient en apparence destinées aux salariés, comme le chômage partiel (les fraudes des entreprises ont été massives puisqu'[il est estimé que 24 % des salariéEs payés au chômage partiel auraient en réalité travaillé](#)).

Si des mesures peuvent constituer un précédent, ce sont celles qui reviennent sur des conquêtes sociales. Le 25 mars, le gouvernement, habilité par la loi d'urgence sanitaire à légiférer par ordonnance (ce qui est en soi une procédure antidémocratique, renforçant le pouvoir accru de l'exécutif dans le sens d'un « étatisme autoritaire », pour reprendre une expression de Nikos Poulantzas) a ainsi donné aux entreprises de certains secteurs (là encore par décret) le [droit d'augmenter les durées horaires maximales du travail, d'augmenter la durée maximale de travail quotidien des travailleurs de nuit, de faire travailler le dimanche sans autorisation administrative, etc.](#) Cette ordonnance est, en l'état actuel, en vigueur jusqu'à la fin de l'année[6]. Macron a du reste annoncé à la population le 14 juin qu'il allait falloir travailler et produire plus pour entamer la « reconstruction » économique, c'est-à-dire pour payer la crise, sans donner plus de détails sinon qu'il n'y aurait pas d'augmentations d'impôts.

Si l'on se penche sur les autres domaines d'action de l'État, et que l'on reprend la métaphore des deux mains de Bourdieu, on peut dire que l'État capitaliste est intrinsèquement droitier. Il peut être contraint, par des mobilisations de masse et un rapport de force plus favorable aux subalternes, comme entre 1945 et les années 1970, de renforcer également sa main gauche. À l'inverse, c'est à une atrophie volontaire de cette dernière que l'époque néolibérale correspond. Et il faut remarquer, sans que cela implique de contester l'utilité sanitaire du confinement, que c'est bien sa main droite que l'État a utilisée pour empêcher les personnes de circuler et de se réunir (notamment car les services publics de santé avaient été trop affaiblis pour pouvoir prendre en charge à eux seuls la crise sanitaire). Et il l'a fait d'une manière particulièrement brutale, la police ayant provoqué la mort de 12 personnes pendant le confinement. [L'État s'est du reste donné des moyens de muscler encore sa main droite à l'avenir](#), créant là aussi des précédents (en France et ailleurs) : drones de surveillance, traçage numérique des populations, capteurs de température, autorisation de sortie, etc. Le gouvernement a même tenté de prolonger l'interdiction des manifestations (interdiction finalement suspendue par le Conseil d'État, les luttes passées ayant permis de faire reconnaître dans le droit comme une « liberté fondamentale » le fait de manifester). La crise actuelle intensifie donc les tendances autoritaires de l'État néolibéral. La révolte internationale en réaction à l'assassinat de George Floyd, et en France à celui d'Adama Traoré, révolte dirigée contre le racisme et l'oppression policière (subie avec une intensité particulière pendant le confinement), est cependant en mesure de s'opposer à ces tendances.

La main gauche de l'État a évidemment joué un rôle décisif dans la crise sanitaire, grâce au courage et à l'abnégation des soignantEs. Malgré les proclamations du pouvoir (Ségur de la santé), il ne souhaite vraisemblablement rien faire pour la renforcer, à l'exception de quelques décisions peu coûteuses comme le renouvellement des stocks de masques (qui avait été abandonné depuis 2013), et d'une reconnaissance symbolique (applaudissements, médailles, etc.). Notre camp peut cependant contraindre l'État à prendre de véritables mesures en établissant un puissant rapport de forces, à partir des grèves et manifestations des soignantEs dont la lutte, qui ne s'est pas interrompue depuis plus d'un an, a trouvé une intensité nouvelle après le confinement.

Plus encore que celle de 2008, la crise actuelle démontre que, malgré toutes ses défaillances, si l'État ne peut pas tout, il peut beaucoup, mais que sa puissance est au service du système capitaliste. Elle révèle donc ce qu'ont de faux les deux idéologies dominantes symétriques : le discours néolibéral qui veut faire oublier le rôle de l'État ; le discours étatiste-souverainiste qui veut laisser penser que l'État est parfaitement autonome. Si dans la situation actuelle le pouvoir cherchera à renforcer encore les

tendances néolibérale et autoritaire de l'État, les deux principaux mouvements post-confinement, le mouvement des soignantEs et le mouvement antiraciste (contre les violences policières et pour les sans-papiers) constituent déjà une résistance puissante et déterminée contre ces deux tendances.

Ce texte a été publié initialement dans [L'Anticapitaliste](#) (numéro de juin 2020).

Notes

[1] Cet article a été écrit avant que j'aie pu lire le texte de Cédric Durand, [La seconde mort du néolibéralisme](#). Il y défend une thèse radicalement différente, selon laquelle le rôle économique de l'Etat dans la crise que nous traversons marquerait la mort du néolibéralisme (après celle de 2008). Les arguments donnés, appuyés sur des données économiques précis, mériteraient d'être discutés longuement, ce qui ne peut pas être fait ici. Je remarquerai simplement que, dans ces débats, la notion de néolibéralisme peut renvoyer à plusieurs choses, qui ne se recoupent que partiellement. Cédric Durand semble d'abord désigner par le terme de néolibéralisme des éléments proprement économiques : les limitations du pouvoir économique de l'Etat, en raison d'une série de dogmes (indépendance de la BCE, plafonds pour les déficits et endettements des Etats, etc.) que la crise actuelle, après celle de 2008, ont remis en cause. Pour ma part, je désigne par néolibéralisme une configuration du capitalisme où l'Etat est plus directement au service des intérêts immédiats du capital que dans l'époque antérieure, ce qui se traduit (outre la limitation, hors période de crise, du rôle économique autonome de l'Etat) de plusieurs manières : attaques contre le monde du travail (protection sociale, régulation du salariat) et contre les services publics, privatisations, financiarisation, etc. Voir également la note 5.

[2] Ils ont impulsé un plan de relance européenne de 750 milliards d'euros (390 de dons de l'Union européenne aux Etats + 360 d'emprunts), que les différents Etats mettront en œuvre à un niveau national.

[3] Il faut noter que, puisque les services publics comme la santé ou l'éducation, tout comme les secteurs marchands correspondant, sont fortement féminisés, la reproduction de la force de travail est, dans tous les cas, assurée très majoritairement par les femmes.

[4] Les conquêtes sociales et économiques (nationalisations en grand nombre) acquises suite à la victoire électorale socialiste de 1981 (qui doit être comprise dans le sillage de 1968) n'ont, malgré leur importance, évidemment pas changé la nature capitaliste de l'Etat, ni immunisé contre, quelques mois plus tard, le début du néolibéralisme.

[5] L'interventionnisme de la BCE va évidemment à l'encontre de certains dogmes néolibéraux traditionnels (notamment l'indépendance de la BCE, et la limitation des dettes et déficits de l'Etat), et exprime à certains égards, comme le défend Cédric Durand, à une [crise du néolibéralisme](#). Mais cet interventionnisme peut aussi être compris comme une subvention presque directe des secteurs financiers par les institutions européennes, et en ce sens comme une radicalisation d'autres traits du néolibéralisme, à savoir la financiarisation et, plus généralement, le fait que les pouvoirs institutionnels (nationaux ou supranationaux) servent presque directement et avec peu de médiations les intérêts du capital.

[6] L'expérimentation du télétravail, notamment dans le milieu scolaire et universitaire, peut également être vu comme un précédent inquiétant.